RUSSIE

Poutine prend la direction du parti au pouvoir

Le président sortant russe Vladimir Poutine a accepté hier, à trois semaines de son départ du Kremlin, de prendre la direction du parti au pouvoir Russie unie sans y adhérer.

Comme attendu aussi bien par les membres de Russie unie que par les experts, Poutine a annoncé accepter «avec reconnaissance» la proposition de diriger Russie unie qui lui avait été faite avant-hier lors du premier jour du congrès du parti par des dirigeants et des membres de cette formation politique qui détient la majorité absolue à la Douma (chambre basse du Parlement russe).

Pour permettre à Poutine de prendre la direction du parti, les participants avaient entériné lors de la première journée des travaux des amendements aux statuts du parti. Le premier amendement autorise l'élection à la tête de celui-ci d'une personne qui n'en est pas membre. Le second sépare la fonction de chef du parti de celle de président du conseil suprême du parti qui étaient auparavant assumées par une seule personne. Le président sortant qui a indiqué qu'il n'entrerait dans ses nouvelles fonctions de chef du parti Russie unie qu'après l'investiture de son successeur Dmitri Medvedev prévue le 7 mai prochain, a estimé qu'un chef d'Etat ne devrait diriger aucun parti quelles que soient ses convictions politiques.

De son côté, le président élu, Dmitri Medvedev s'était félicité dans un discours précédant celui de Poutine, de la proposition faite au président sortant de prendre la direction de Russie unie, soulignant qu'il n'envisageait pas lui-même y adhérer car, a-t-il dit, cela «serait prématuré».

Il s'était déclaré convaincu qu'«il serait correct de rester en dehors de toute appartenance directe à un parti politique», une fois investi dans ses nouvelles fonctions de chef de l'Etat. Il avait en revanche estimé «logique et opportune» la proposition de confier la direction du parti au président Poutine, affirmant que cela permettrait de renforcer le parti ainsi que la collaboration entre les institutions législatives et exécutives du pouvoir fédéral. «Cela permettra aussi de former un gouvernement reposant sur une majorité parlementaire», avait-t-il dit. Pour les observateurs, en confiant sa direction à Vladimir Poutine, Russie unie offre à ce dernier des pouvoirs équivalents à ceux de son successeur au Kremlin.

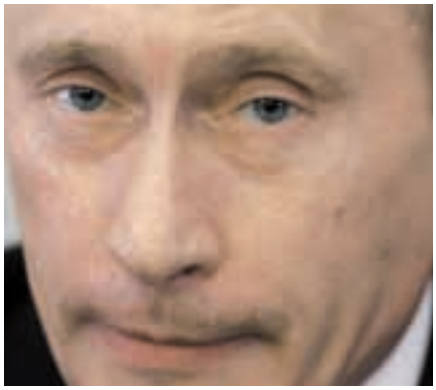

Photo : DR

Vladimir Poutine.

Avant même l'annonce par Poutine qu'il acceptait de prendre la direction du parti, des experts avaient estimé dans des tribunes publiées par la presse locale, qu'il serait pour le moins «étrange que ce poste spécialement créé pour lui (Poutine) reste vacant».

«Sans la certitude absolue du consentement de Vladimir Poutine, nous n'aurions tout simplement jamais entendu parler de cette proposition», pour laquelle les statuts du parti ont dû être amendés, souligne Dmitri Badovski, expert de l'Institut des systèmes sociaux. Pour certains observateurs, en se mettant à la tête de Russie unie, Poutine renforcera la stabilité du tandem qu'il forme avec Medvedev et le parti étendra son influence sur tout le pouvoir.

En qualité de président de Russie unie dont il avait conduit la liste aux dernières législatives que ce parti avait remportées avec une majorité absolue lui permettant d'amender à sa guise la Constitution, Poutine contrôlera alors tout, affirment-ils.

Selon eux, la majorité à la Douma (chambre basse du Parlement russe), le Conseil de la Fédération (chambre haute), les Parlements régionaux ainsi que d'autres organes du pouvoir comme la Cour des comptes, le parquet général et la Banque centrale, seront sous le contrôle de Poutine qui aura ainsi des pouvoirs équivalents à ceux de Medvedev.

Pour Badovski, en prenant la direction de Russie unie, Poutine a fait savoir qu'il entendait rester «l'un des principaux, sinon l'homme politique public numéro un du pays. En sa qualité de Premier ministre, il contrôlera le gouvernement qui doit mettre en oeuvre le plan de développement socio-économique 2020 et en sa qualité de chef du parti, il entretiendra des contacts avec la société».

De son côté Nikolaï Petrov, membre du conseil scientifique du Centre Carnegie de Moscou, estime que l'acception par Poutine de diriger Russie unie et de se lier formellement à cette formation politique, signifie que de «sérieux changements de tout le système politique» sont à attendre. Cela signifierait que les rênes du pouvoir, du moins une partie, vont passer du Kremlin au Premier ministre ce qui ferait du parti Russie unie une «force réelle», a-t-il ajouté.

ITALIE

Berlusconi veut expulser plus d'immigrés

Le futur chef du gouvernement italien Silvio Berlusconi a déclaré hier, au lendemain de sa victoire électorale, vouloir mettre sur pied une «armée du bien» afin de protéger les citoyens du «mal», ajoutant vouloir lutter contre l'immigration clandestine en augmentant le nombre d'expulsions.

«Il faut augmenter les effectifs de la police de proximité afin de constituer une armée du bien qui s'interpose dans la rue entre les citoyens et l'armée du mal», a déclaré M. Berlusconi à la Rai, chaîne de télévision publique, à propos de la lutte contre la criminalité.

«Il faut recommencer, avec l'accord des pays concernés, à renvoyer chez eux les étrangers issus de pays n'appartenant pas à l'Union européenne, n'ayant ni travail ni logement et qui sont donc contraints de recourir à la criminalité pour vivre», a-t-il dit.

La coalition de droite dirigée par Silvio Berlusconi a remporté lundi la majorité absolue des sièges au Parlement, un résultat largement dû au succès de son allié, le parti populiste, et opposé à l'immigration de la Ligue du Nord qui a doublé son score.

Le dernier gouvernement Berlusconi (2001-2006) avait durci la politique des quotas en vigueur en Italie, avec l'adoption de la loi «Bossi-Fini» qui conditionnait l'obtention d'un permis temporaire de séjour à un contrat de travail préalable.

MAROC

Campagne de protection des journalistes contre les agressions

Le bureau exécutif du Syndicat national de la presse marocaine (SNPM) a annoncé hier, dans un communiqué, une campagne de protection des journalistes à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la liberté de la presse, compte tenu du nombre important d'agressions physiques contre des journalistes dans l'exercice de leur métier enregistrées cette année au Maroc.

Les dernières agressions en date ont touché plusieurs journalistes, avec des citoyens et des passants, au cours de la couverture du sit-in de protestation contre la cherté de la vie qui a été interdit et dispersé samedi, devant le Parlement à Rabat. Ces agressions ont été commises contre le reporter du bureau local de la BBC Mutapha Al Bakkali qui, frappé violemment et retenu par derrière par des policiers, a perdu connaissance, Mounir Al Kattaoui du journal *Al Watan* et Mohamed Al Hamraoui de *La Gazette du Maroc*.

D'autres agressions ont été commises contre des journalistes, notamment contre le secrétaire général du SNPM, le 1er avril dernier à Rabat, et au début du mois de février dernier, contre le directeur du journal *Al Massae*. Le 8 avril, trois correspondants de presse de la ville de Tiznit (650 km au sud de Rabat) ont été blessés par la police qui est intervenue pour réprimer une manifestation de soutien au quotidien arabophone *Al Massae* condamné à verser une lourde amende, une peine que les organisations de défense des droits de l'homme considèrent comme «disproportionnée» avec le délit porté devant la justice et «équivalent à une condamnation à mort du journal».

Par ailleurs, le SNPM, soutenu par l'Organisation marocaine des droits de l'homme (OMDH) et plusieurs partis et associations, a appelé à un meeting aujourd'hui, à Casablanca pour demander la libération du journaliste emprisonné, Mustapha Hormallah, de l'hebdomadaire arabophone *Al Watan Alan*. Condamné le 15 août 2007 à huit mois de prison pour «recel de documents obtenus à l'aide d'un crime», à la suite de la publication d'un article intitulé «les rapports secrets à l'origine de l'état d'alerte au Maroc», Hormallah a été mis en liberté provisoire puis renvoyé en prison le 19 février 2008 par la cour de cassation de Casablanca qui avait confirmé sa condamnation.

CÔTE-D'IVOIRE

La date de la présidentielle enfin fixée

Le gouvernement ivoirien, soumis à une forte pression internationale, a finalement fixé au 30 novembre l'élection présidentielle attendue depuis trois ans, mais l'opposition demeure prudente espérant que ce scrutin mettra vraiment fin à la crise en Côte d'Ivoire.

«Aujourd'hui est un grand jour pour la Côte d'Ivoire», s'est exclamé avant-hier soir le président Laurent Gbagbo à l'issue d'un Conseil des ministres extraordinaire qui a annoncé l'adoption d'un décret fixant la date du scrutin.

«Je crois que le gouvernement a rempli sa mission», a-t-il ajouté en rappelant que le principal objectif du cabinet de transition, issu de l'accord de paix signé en mars 2007 avec la rébellion, était «de fixer une date des élections, d'appeler les Ivoiriens aux urnes et d'appeler les candidats à se présenter».

L'accélération du processus électoral s'expliquerait en partie par de «fortes pressions» du facilitateur dans la crise ivoirienne, le président burkinabé Blaise Compaoré, ainsi que par l'implication forte du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, a indiqué à l'AFP un diplomate.

L'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), qui aura un rôle de «certification» des élections, a immédiatement «salué» avant-hier soir l'annonce du gouvernement.

La fixation de la date du scrutin est intervenue grâce à un «large consensus» entre les principaux leaders politiques et le Premier ministre Guillaume Soro, selon le porte-parole de ce dernier Sindou Méité.

Les critiques se faisaient de plus en plus vives ces dernières semaines en Côte d'Ivoire sur la volonté du camp présidentiel et du gouvernement de M. Soro, chef de l'ex-rébellion des Forces nouvelles (FN), d'aller aux élections.

Les signataires de l'accord de Ouagadougou avaient d'abord prévu une présidentielle début 2008 avant de repousser le scrutin «au plus tard» à la fin juin. Depuis, aucune partie ne semblait vouloir annoncer un nouveau report pourtant jugé inévitable par tous les observateurs. L'opposition ivoirienne s'est réjouie de la fixation de cette date, tout en restant sur «ses gardes» en ce qui concerne le respect de cette échéance. «C'est une bonne chose, mais nous n'accueillons pas cette date avec un enthousiasme délirant. Nous restons toujours sereins et sur nos gardes», a affirmé hier à l'AFP le porte-parole du Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI, ancien parti unique), Nyamkey Koffi. L'autre poids lourd de l'opposition ivoirienne, le Rassemblement des Républicains (RDR), a également exprimé sa satisfaction parce qu'une «date est désormais connue». «Notre seule inquiétude, c'est que nous ne souhaitons pas que cette annonce soit liée à l'agenda personnel du chef de l'Etat», a déclaré à l'AFP Mamadou Sanogo, secrétaire national chargé des élections du RDR.

Prévue initialement en octobre 2005, à la fin du mandat de cinq ans de Laurent Gbagbo, cette élection a été sans cesse repoussée en raison de l'éclatement de la crise politico-militaire née du coup d'Etat manqué des FN en septembre 2002.

Aujourd'hui, les préparatifs de l'élection semblent bien lancés : le gouvernement a également adopté avant-hier plusieurs textes relatifs au processus électoral âprement discutés depuis des semaines par les signataires de l'accord de Ouagadougou.

Le plus controversé d'entre eux a même été signé par le président Gbagbo sous le regard de diplomates et de la presse. Il s'agit d'un décret fixant les modalités de collaboration entre la société française Sagem et l'Institut national de la statistique (INS), un organisme public dirigé par un supposé pro-Gbagbo.

Choisie par les signataires de Ouagadougou, la Sagem doit réaliser la partie technique de «l'identification des populations qui servira à mettre à jour les listes électorales datant de 2000 et d'éditer les nouvelles cartes d'électeur.